

## Recherches sociographiques



Luc HÉTU, *Une ville sous tutelle. Brève histoire de l'administration de Montréal*, Montréal, Liber, 2009, 160 p.

Mario Gauthier

Volume 52, Number 1, janvier–avril 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/045838ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/045838ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Gauthier, M. (2011). Review of [Luc HÉTU, *Une ville sous tutelle. Brève histoire de l'administration de Montréal*, Montréal, Liber, 2009, 160 p.] *Recherches sociographiques*, 52(1), 144–147. <https://doi.org/10.7202/045838ar>

dans des lieux moins marginaux, les stationnements des Wal-Mart par exemple. Daniel Arseneault traite du rapport des Premières Nations à leurs territoires ancestraux qu'il voit comme une pièce en trois actes : la période paléohistorique, l'époque historique de la sédentarisation forcée, l'époque actuelle des terres promises par de nouveaux traités tels que la « Paix des Braves ». Étienne Rivard montre comment les Métis du Québec ne peuvent pas ne pas transgresser les frontières ethniques et incitent, en conséquence, à repenser les relations entre autochtones et non-autochtones. Simon Harel aborde aussi la question du métissage en relation avec la migration, plus spécifiquement la littérature migrante. Les lieux de ses pérégrinations habitent l'imaginaire de l'écrivain migrant, ce qui fait de celui-ci « un passeur et un sujet incarné » (p. 202).

En conclusion, Henri Dorion note l'importance accordée dans le recueil au caractère mouvant du territoire. Il s'étonne du peu de place donnée à la notion de frontière dans un ouvrage qui met plutôt l'accent sur les limites floues d'espaces identitaires mobiles dans le temps. En somme, cet ouvrage illustre fort bien un certain foisonnement d'idées en ce qui concerne le rôle du territoire dans la construction de la culture québécoise. Nos collègues anglophones parlent d'un *spatial turn* en sciences sociales. Cette revalorisation du rôle de l'espace peut prendre plusieurs formes allant du recours à la géomatique, où tout apparaît mesurable et objectif, jusqu'au discours culturel où la subjectivité des lieux occupe toute la scène. Cet ouvrage illustre la prégnance de cette deuxième approche. Il montre de façon convaincante que nous ne sommes pas en train de vivre « la fin des territoires » mais plutôt l'émergence de formes de plus en plus variées de territorialité.

Paul VILLENEUVE

*Centre de recherche en aménagement et développement,  
Université Laval.  
paul.villeneuve@crad.ulaval.ca*

---

Luc HÉTU, *Une ville sous tutelle. Brève histoire de l'administration de Montréal*, Montréal, Liber, 2009, 160 p.

Pour tous ceux qui s'intéressent à la démocratie locale, à la politique municipale et aux enjeux socioéconomiques de la métropole montréalaise, ce petit livre qui traite de l'histoire de l'administration municipale de Montréal apparaîtra comme étant à la fois captivant et décevant. Le livre de Luc Héту *Une ville sous tutelle. Brève histoire de l'administration de Montréal* est en effet très intéressant parce qu'il traite d'un sujet passionnant et relativement peu abordé par les historiens et les chercheurs spécialisés en études urbaines : l'administration publique municipale. L'ouvrage est cependant très décevant en raison de son manque de problématisation, de ses nombreux raccourcis et de ses faiblesses méthodologiques et analytiques.

La thèse du livre, présentée en avant-propos, est assez simple : une raison permet d'expliquer les problèmes et la torpeur actuelle de Montréal qui, contrairement à Toronto ou à New York, ne parvient pas à redevenir une grande métropole : « Parce que, à Montréal, les vrais dirigeants sont à Québec ! » (p. 8). Pour

l'auteur, les difficultés de Montréal s'expliquent par le fait que cette ville, comme toutes les villes québécoises, est souvent considérée comme étant une créature du gouvernement : « L'emprise de Québec sur Montréal ne date pas d'hier. Québec intervient tout au long de l'histoire de la ville pour remettre dans le droit chemin sa 'créature' municipale par des tutelles, ou des amendements à la charte de la ville sans toujours consulter la population montréalaise » (p. 10). Ainsi, selon Luc Héту, les petites et les grandes décisions relatives au développement de Montréal sont trop souvent prises par le gouvernement du Québec, d'où le titre principal de l'ouvrage *Une ville sous tutelle*.

Pour étayer cette thèse, l'ouvrage de 160 pages comprend, outre l'avant-propos, huit chapitres et une brève conclusion. Le livre s'appuie sur quelques références citées en notes de bas de page (coupures de presse, ouvrages généraux, contributions à des ouvrages collectifs sur l'administration municipale, etc.) et ne contient pas de bibliographie. L'auteur, qui dédie son livre à son père, Lucien Héту, un ancien directeur des services municipaux de Montréal (de 1952 à 1963), se présente comme un citoyen et un observateur de la scène municipale qui a baigné toute sa vie dans l'ambiance administrative et politique de Montréal ; il ne prétend pas être historien, ni spécialiste en affaires urbaines. Son ambition est plus modeste et paraîtra peut-être déconcertante pour plusieurs historiens et spécialistes en études urbaines : « Il est utile de remonter au début du siècle dernier et d'examiner les grands moments qui ont marqué l'administration municipale. Peut-être qu'une solution apparaîtra comme par miracle » (p. 33). Mais au-delà de cette ambition salvatrice, l'ouvrage qui prend la forme d'un essai se présente surtout comme un réquisitoire en faveur de la fonction de directeur des services, poste qu'a occupé le père de l'auteur, et d'un éloge envers une génération de hauts fonctionnaires (Honoré Parent, Claude Robillard, etc.) considérés comme étant des grands commis de l'administration municipale au service des Montréalais.

Les premiers chapitres de l'ouvrage abordent successivement la problématique du livre (chapitre 1), la période de corruption du début du 20<sup>e</sup> siècle et d'émergence du mouvement réformiste qui s'ensuivit (chapitre 2), ainsi que ce que l'auteur désigne comme étant les premières tutelles (chapitres 3 et 4). Reprenant à son compte l'expression d'Honoré Parent, directeur des services de la ville de Montréal de 1930 à 1946, « une suite de progressions suivie de reculs », Luc Héту estime que depuis un siècle, Montréal a subi des réformes administratives toutes imposées par Québec qui l'ont conduite sur la voie de la complexité administrative caractérisée par la multiplication des structures : une ville-centre, des arrondissements, des villes reconstituées, une communauté métropolitaine, des municipalités, des municipalités régionales de comté, une conférence des élus, un conseil d'agglomération, etc. S'appuyant largement sur les travaux de l'historienne Michèle Dagenais, l'auteur rappelle que, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, Québec a dû intervenir pour contrer la corruption (clientélisme, pots-de-vin, malversations, etc.) au sein de l'administration de la ville. Sous la pression des réformistes qui remportent les élections municipales de 1910, Québec choisit la solution d'un Bureau des commissaires pour remplacer les « commissions échevinales » et dépolitiser l'administration municipale. Mais la gestion des réformistes s'avérait inadéquate et inefficace, ce qui entraînera ce que Luc Héту qualifie de première tutelle, c'est-à-dire la mise en place, en 1918, de la Commission administrative du Québec,

qui parviendra à établir un cadre favorable au déploiement d'une bureaucratie moderne, entre autres, par l'adoption, en 1921, d'une nouvelle charte prévoyant la création du poste de directeur des services. L'auteur présente ensuite le contexte de la mise en place de la deuxième tutelle par la création, au moment de la crise économique des années 1930, de la Commission municipale du Québec, dont l'administrateur délégué sera justement Honoré Parent, le directeur des services de la ville et qui aura la responsabilité de faire appliquer les décisions de la commission visant à rétablir la santé financière et administrative de la ville.

Les chapitres suivants abordent successivement l'ère des grands projets internationaux avec l'arrivée du Parti civique de Jean Drapeau (chapitre 5), la prise du pouvoir du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) dans les années 1980, puis l'administration Bourque dans les années 1990 (chapitre 6), l'épisode plus récent des fusions municipales des années 2000 (chapitre 7) et, finalement, la période actuelle caractérisée par la multiplication des structures administratives et le chevauchement des responsabilités (chapitre 8). L'auteur y décrit notamment l'ère autoritaire de l'administration de Jean Drapeau (de 1960 à 1986), puis celle de la naissance et de l'élection du RCM en 1986 et de la mise en place de ses réformes administratives visant à instaurer une nouvelle culture politique à Montréal, dont la création des Bureaux Accès-Montréal, des Comités-conseils d'arrondissement et du Bureau de consultation de Montréal. L'auteur présente également les critiques adressées au RCM – lourdeur administrative, lenteur du processus décisionnel, etc. – qui ont conduit à l'élection, en 1994, de Pierre Bourque, dont l'objectif était de recentrer le processus décisionnel au niveau du comité exécutif et de ramener le rôle de la ville à sa mission première. L'auteur évoque ensuite ce qu'il désigne comme étant une « tutelle officieuse », c'est-à-dire l'épisode des fusions municipales forcées au tournant des années 2000, afin de souligner le fouillis et le caractère anarchique du système actuel de gouvernance à Montréal où même les spécialistes ont du mal à se retrouver. Ces chapitres, largement descriptifs, n'apportent rien de très original puisqu'ils relatent des événements bien connus par les chercheurs spécialisés en études urbaines qui se sont intéressés à la question de la démocratie locale et métropolitaine à Montréal (mentionnons, entre autres, Jean-Pierre Collin, Pierre Hamel, Jean-François Léonard, Jacques Léveillé). Dans le dernier chapitre de son essai intitulé vaguement « Développement, pouvoir et participation », l'auteur passe du coq-à-l'âne en ponctuant son propos de dénonciations à l'endroit de la « gouvernance labyrinthique » et de recommandations en faveur de « mécanismes naturels d'équilibre et de développement », tout en réaffirmant son plaidoyer en faveur d'un poste de directeur des services censé résoudre tous les problèmes de gouvernance municipale de Montréal. Ce chapitre se termine d'ailleurs en queue de poisson par l'évocation des projets de la rue Notre-Dame et de l'échangeur Turcot pour dénoncer, sans véritables analyses, que toutes les décisions se prennent à Québec et non à Montréal. La conclusion de l'ouvrage en appelle aux Montréalais afin qu'ils reprennent le contrôle de leur ville et fait l'éloge des grands commis de l'administration municipale montréalaise.

Au final, à défaut d'un cadre d'analyse permettant d'interpréter les événements qui sous-tendent cette brève histoire de l'administration de Montréal et qui permettrait d'appuyer sa thèse selon laquelle les déboires de Montréal s'expliquent

par la tutelle de Québec, le livre de Luc Hétu demeure très anecdotique et descriptif. De même, le postulat de l'auteur statuant que la gouvernance municipale montréalaise serait améliorée par le rétablissement d'un poste de directeur des services s'inscrivant dans la lignée des « gérants de ville » (*city managers*) canadiens et américains mériterait d'être démontré. Dans un contexte de mondialisation où les villes s'affirment de plus en plus comme des acteurs économiques et politiques, il est loin d'être évident que les solutions aux problèmes et aux défis sociaux et économiques de Montréal passent par une bureaucratisation et une dépolitisation de la vie municipale montréalaise.

Mario GAUTHIER

*Département de travail social et des sciences sociales,  
Université du Québec en Outaouais.  
mario.gauthier@uqo.ca*

---

Bruno JEAN, Stève DIONNE et Lawrence DESROSIERS, *Comprendre le Québec rural*, Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, 2009, 79 p.

Paru en 2009, *Comprendre le Québec rural* est issu des travaux de la Chaire de recherche du Canada en développement rural de l'Université du Québec à Rimouski. Son titulaire, Bruno Jean, associé à Stève Dionne et Lawrence Desrosiers, présente un ouvrage dont les qualités esthétiques sont remarquables. Par son format et sa brièveté (79 p.), par la présence de nombreuses illustrations, cartes et figures, de même que par l'utilisation de la couleur et du papier glacé, ce livre répond aux objectifs de vulgarisation et de diffusion que les auteurs se sont donnés. Diffuser et actualiser les connaissances sur les « nouvelles réalités rurales au Québec » constitue de toute évidence un but plus que louable. La ruralité québécoise est multiple et complexe et l'ouvrage offre un portrait utile à sa compréhension. Après tout, ce sont près de deux millions de personnes et 90 % de l'écoumène québécois qui composent ce Québec rural ; en faut-il davantage pour justifier la pertinence de ce livre ?

Le contenu de l'ouvrage se décline en trois parties. D'abord, une section liminaire sert à présenter le Québec rural. Des données générales permettent d'établir une typologie de la ruralité québécoise sur le plan de la population et du territoire (la ruralité des régions dites éloignées n'est pas celle des milieux ruraux à proximité des grands centres urbains). Cependant, le bref historique et la partie intitulée « représentations » sont trop synthétiques (ainsi, les auteurs affirment de manière simpliste que la société québécoise s'est ruralisée avec la Conquête, reprenant un credo ancien sans les nuances nécessaires). La deuxième partie, intitulée « Une ruralité en mouvement », procure de multiples données qui servent à démystifier l'idée selon laquelle la campagne est un monde figé et traditionnel. Le portrait démographique, les migrations, les secteurs d'activités économiques, le marché du travail, le « PNB » rural de même que les revenus et le niveau de scolarisation s'avèrent effectivement autant d'indices de la complexité et de la modernité du